



LE MAILLON DECHAINÉ

N° 37 - vendredi 18 septembre 2015

Édité par des militants et des sympathisants du Nouveau Parti Anticapitaliste



GAZETTE RÉVOLUTIONNAIRE DE L'USINE FORD / BLANQUEFORT

NON AUX BOMBARDEMENTS EN SYRIE ACCUEIL DE TOUS LES RÉFUGIÉS

Partout aux frontières, murs et barbelés, navires de guerre, avions : les chefs d'Etat européens font la guerre aux migrants. Mais depuis la découverte de 71 cadavres dans un camion en Autriche et la photo du petit Aylan, mort sur une plage en Turquie, sous la pression des « opinions publiques », ils adoptent un discours «humaniste», cynique et démagogique. Ils opposent maintenant les «vrais» réfugiés de guerre aux «faux» réfugiés économiques. Mais qu'ils fuient l'Afrique, la Syrie, l'Irak ou l'Afghanistan, tous ces migrants sont avant tout victimes d'une situation dont les grandes puissances sont largement responsables. En concurrence féroce pour se partager le monde et piller ses richesses, elles soutiennent les dictatures, attisent la haine et sèment le chaos. Les capitaux et les capitalistes circulent et s'installent où ils veulent, pourquoi seulement eux ? Ils trouvent des milliards pour les Jeux Olympiques ou pour mener des conflits aux quatre coins du monde. Mais pas pour mettre fin à la misère.

Le bal des hypocrites

Hollande et son gouvernement font semblant de s'émouvoir du sort des migrants, alors qu'ils portent une lourde responsabilité dans leur dramatique situation. Car ce sont les capitalistes comme Areva ou Total qui pillent depuis des décennies les matières premières de ces pays. Ce sont les Dassault qui vendent des armes aux pires dictateurs, c'est un requin comme Bolloré qui a la mainmise sur toute une partie de l'économie africaine. L'armée française intervient militairement lorsque la situation paraît menaçante pour les intérêts capitalistes. Elle est en guerre au Mali, en Irak, en République centrafricaine, et il est même annoncé qu'elle bombardera la Syrie ! A force de mener des guerres, de tuer des populations civiles, de détruire l'économie de ces pays, nos

gouvernements attisent le feu. Et l'annonce de Hollande de faire effectuer des missions en Syrie contre Daesh, prétendument pour aider les migrants, est une vaste mascarade.

Bien sûr que la France et l'Europe peuvent accueillir des migrants !

La Turquie, la Jordanie et le Liban accueillent plus de 3 millions de réfugiés, et l'Europe ne pourrait pas ? Un million de réfugiés pour 510 millions d'Européens, cela veut dire accueillir une personne pour 500 habitants, et on ne pourrait pas ? Les dirigeants politiques jouent sur les peurs dans cette période de crise. En 1962, à la fin de la guerre d'Algérie, la France seule a accueilli sans problème un million de rapatriés. Aucune catastrophe ne s'en est suivie. Et maintenant la France ne pourrait accueillir que 24 000 personnes sur deux ans. L'Allemagne 800 000 en un an, mais vient de refermer ses frontières. Chacun se renvoie la balle avec des «quotas».

Il ne faut pas les laisser nous diviser. Car ces migrants ne menacent aucunement nos emplois ni nos conditions de vie. Ce n'est pas à cause d'eux qu'il y a des licenciements, des fermetures d'usines, le gel des salaires, la remise en cause du code du travail, mais à cause de l'avidité des grands patrons qui en veulent toujours plus, et du gouvernement à leur service qui leur sert la soupe.

Une mobilisation qui commence et s'amplifie

Rien ne peut arrêter des hommes et des femmes fuyant la misère de leur pays, aucun barbelé, aucun mur. Des manifestations ont eu lieu dans de nombreuses villes comme Paris, mais aussi Marseille, Rouen, Nantes, Vannes, Arles, Toulouse, Strasbourg, Orléans, ou Bordeaux ... La liberté de circulation et d'installation est un droit fondamental. Ouvrez les frontières ! Régularisation de tous

Quand le gouvernement veut réformer le Code du travail...

C'est un triste sire qui a donné son rapport pour détruire le Code du travail. Combroxelle est un adversaire des salariés. Il s'est illustré en promulguant plusieurs décrets favorables au patronat et désavoués par la justice. Quand il était Directeur Général du Travail, il a par exemple publié une tribune en 2006 en faveur du contrat nouvelles embauches (CNE), qui permettait de licencier sans motif pendant deux ans, et qui sera invalidé en justice pour non-conformité au droit européen.

Pour le secteur de la distribution non adressée (Adrexo, Mediapost), le même individu a concocté un décret permettant aux entreprises de «préquantifier» le temps de travail (et de voler ainsi des heures de travail aux salariés). Décret qui sera annulé à deux reprises par le Conseil d'État. À la même époque, il a tenté de fermer les portes de La Poste aux agents de l'inspection du travail, par deux notes qui ont été là encore annulées.

En 2010 : alors qu'un petit patron de Normandie s'était mis en grève de la faim en contestant en des termes violents le refus du licenciement d'un délégué décidé par l'inspecteur du travail, ce DGT a donné son autorisation en quarante-huit heures. Décision qui sera elle aussi annulée en justice !

Voilà à qui le gouvernement demande un rapport pour réformer le droit du travail !

Nul doute que nous aurons à lutter pour ne pas que notre vie dans l'entreprise et au travail ne devienne une calamité.

Le chantage à l'emploi une arme contre les travailleurs !

Les salariés de l'usine automobile SMART en Moselle se sont retrouvés face à un chantage de leur direction. Sous le prétexte de pérenniser les emplois, la direction sans scrupule a proposé aux salariés de se prononcer pour l'allongement du temps de travail à 39h par semaine payées 37h. Pourtant pour Mercedes Daimler qui produit la Smart il n'y a pas de problème, les bénéficiaires sont là.

Les syndicats CGT, CFDT et CFTC se sont prononcés contre le plan, ce n'est pas le cas de la CGC qui s'est prononcée pour.

Pourtant les sacrifices n'ont jamais garanti l'emploi, il faut se souvenir des salariés de Vilvorde en Belgique, de Genk pour Ford. Plus près de nous, en 2004, les salariés de Bosch Vénissieux avaient été amenés à accepter un tel chantage au maintien des emplois, sur les 820 salariés qui avaient voté à l'époque, ils ne sont plus que 135 aujourd'hui et ce n'est plus des composants automobiles qu'ils fabriquent, mais des panneaux photovoltaïques. Voilà ce que vaut la parole du patronat !

La solution c'est le partage du travail entre tous et ça passe par la baisse du temps de travail pour permettre l'embauche des millions de chômeurs que fabrique la politique du patronat et du gouvernement.

samedi 3 octobre - BORDEAUX
18h30 - salle Son Toy
47 rue de Son Toy - Tram C Balzac - Bus 11 Ferdinand Ducloux

Réunion débat

Grèce, Espagne,
les peuples contre
les banques et l'austérité

avec des camarades anticapitalistes
de Grèce et d'Espagne



samedi 10 octobre - CENON
14h-23h - salle Victor Hugo
88 cours Victor Hugo - Tram A Jean Jaurès - Bus 27 Victor Hugo

FETE du NPA

LES FRONTIERES TUENT
OUVRONS LES FRONTIERES

SOLIDARITE
ENTRE LES
PEUPLES !

Débats ... Concert ... Expos ... Livres ... Restauration ...



Ne pas jeter sur la voie publique... laisser traîner dans l'atelier...